

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[99/11302]

Prix de l'énergie électrique pour le mois de juillet 1999

Les paramètres N_C et N_E prévus par les arrêtés ministériels des 16 mai 1977 et 6 septembre 1994 portant réglementation respectivement des prix de l'énergie électrique en basse tension ainsi que ceux en haute tension sont, pour le mois de juillet 1999, fixés aux valeurs ci-après :

$$N_C = 0,8777$$

$$N_E = 1,2193$$

[99/11301]

Prix du gaz naturel pour le mois d'août 1999

Les paramètres I_{ga} et I_{gd} prévus par l'arrêté ministériel du 6 septembre 1994 portant réglementation des prix du gaz naturel sont, pour le mois d'août 1999, fixés respectivement aux valeurs ci-après :

$$I_{ga} = 0,4674$$

$$I_{gd} = 1,3069$$

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[99/11302]

Prijzen van de elektrische energie voor de maand juli 1999

De parameters N_C en N_E voorzien bij de ministeriële besluiten van 16 mei 1977 en 6 september 1994 houdende reglementering van respectievelijk de prijzen voor elektrische energie laagspanning en hoogspanning zijn voor de maand juli 1999 vastgesteld op de volgende waarden :

$$N_C = 0,8777$$

$$N_E = 1,2193$$

[99/11301]

Prijzen van het aardgas voor de maand augustus 1999

De parameters I_{ga} en I_{gd} voorzien bij het ministerieel besluit van 6 september 1994 houdende reglementering van de prijzen voor aardgas zijn voor de maand augustus 1999 respectievelijk vastgesteld op de volgende waarden :

$$I_{ga} = 0,4674$$

$$I_{gd} = 1,3069$$

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[C - 99/00602]

9 JUILLET 1999. — Circulaire OOP 15^{ter} concernant l'assistance policière aux victimes

A Mmes et MM. les Gouverneurs des Provinces de :

Brabant Wallon

Hainaut

Liège

Luxembourg

Namur

A Mme le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale

Pour information :

aux Commissaires d'Arrondissement

à Mmes et MM. les Bourgmestres

à Mmes et MM. les Chefs de Corps de police

Mme le Gouverneur,

M. le Gouverneur,

Introduction

Les circulaires OOP 15 du 26 août 1991 et OOP 15^{bis} du 29 mars 1994 précisaient et délimitaient déjà le rôle de la police dans le cadre de l'assistance policière aux victimes. Depuis lors, un certain nombre d'initiatives ont été prises afin d'améliorer le sort des victimes de délits qui font appel aux autorités (loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, Plan stratégique d'une Politique Nationale en Faveur des Victimes (1) et Charte pour la victime d'infractions). Des accords de coopération en matière d'assistance aux victimes ont été signés entre d'une part, l'Etat fédéral et la Communauté flamande (2), et d'autre part, l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne (3). Un accord de coopération avec la Région de Bruxelles-capitale sera également encore conclus. Celui-ci est actuellement en préparation.

Suites à ces évolutions, il était nécessaire d'actualiser et d'affiner les directives existantes. Cette circulaire remplace donc les circulaires OOP 15 et OOP 15^{bis}.

I. Notions explicatives

Pour l'application de cette directive, il y a lieu d'entendre par :

Victimes : les personnes et leur entourage qui, à la suite d'une infraction à la loi pénale ou d'un fait qualifié infraction à la loi pénale, ont subi un dommage matériel, physique et/ou moral.

Assistance aux victimes : l'aide et le service au sens large procurés aux victimes par les différents secteurs, qu'ils soient policiers, judiciaires, sociaux ou médicaux.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 99/00602]

9 JULI 1999. — Omzendbrief OOP 15^{ter} betreffende politieke slachtofferbejegening

Aan dames en de heren Provinciegouverneurs van :

Antwerpen

Limburg

Oost-Vlaanderen

West-Vlaanderen

Vlaams-Brabant

Aan Mevr. de Gouverneur van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad

Ter informatie aan :

de Arrondissementscommissarissen

dames en de heren Burgemeesters

dames en de heren Politiecorpschefs

Mevr. de Gouverneur,

Mijnheer de Gouverneur,

Inleiding

In de omzendbrieven OOP 15 van 26 augustus 1991 en OOP 15^{bis} van 29 maart 1994 werd de rol van de politie in het kader van de politieke slachtofferbejegening reeds gepreciseerd en afgebakend. Sindsdien werden een aantal initiatieven genomen om de positie te verbeteren van slachtoffers van misdrijven die een beroep doen op de overheid (wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek, Strategisch plan van een Nationaal Slachtofferbeleid (1) en Handvest voor het slachtoffer van misdrijven). Er werden samenwerkingsakkoorden inzake slachtofferzorg ondertekend tussen enerzijds, de federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap (2) en anderzijds, de federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (3). Er zal eveneens nog een akkoord gesloten worden met het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. Dit akkoord is momenteel in voorbereiding.

Naar aanleiding van deze ontwikkelingen was het nodig de bestaande richtlijnen te actualiseren en te verfijnen. Deze omzendbrief vervangt dus de omzendbrieven OOP 15 en OOP 15^{bis}.

I. Verklarende begrippenlijst

Voor de toepassing van deze richtlijn wordt verstaan onder :

Slachtoffer : de persoon, evenals zijn verwanten, aan wie materiële, fysische en/of morele schade is toegebracht als gevolg van een handeling of een verzuim dat strafbaar is gesteld door het Strafwetboek of door bijzondere strafwetten.

Slachtofferzorg : hulp- en dienstverlening in de breedste betekenis, die vanuit de verschillende maatschappelijke sectoren (politieke en justitiële diensten, sociale en medische sector) aan slachtoffers wordt geboden.

Première assistance aux victimes : le service procuré aux victimes par les services de police et judiciaires, au sein desquels la première prise en charge et l'accueil de la victime, ainsi qu'une bonne information de base de la victime occupent une place centrale.

Service d'assistance policière aux victimes : un service existant au sein d'un corps de police communale, d'une brigade de gendarmerie ou d'un district de gendarmerie qui est responsable d'une part, de la sensibilisation et de la formation continue des fonctionnaires de police en matière d'assistance policière aux victimes, et d'autre part, de l'offre même d'assistance policière aux victimes, sans toutefois porter préjudice aux obligations légales en matière de première assistance aux victimes de chaque fonctionnaire de police individuellement.

Service d'accueil des victimes : le service existant au sein du parquet du tribunal de première instance qui, par l'intervention des assistants de justice, assiste les magistrats et le personnel du tribunal et du parquet dans l'organisation et l'amélioration de l'assistance aux victimes.

Les définitions relatives à la Communauté française et à la Communauté flamande figurent en annexe 1 de cette circulaire.

L'assistance policière aux victimes se distingue de l'aide aux victimes, notamment par le contenu, l'intensité et la fréquence des contacts avec la victime. Etant donné que l'aide psychosociale - ou thérapeutique ne relève pas des tâches policières, le fonctionnaire de police oriente les victimes vers les « services (centres) d'aide aux victimes » agréés par les Communautés.

Nous remarquons cependant que l'aide aux victimes en Communauté germanophone est organisée différemment et qu'il n'existe pas de services ou de centres d'aide aux victimes comparables à ceux existants dans les deux autres Communautés. Cette situation ne remet pas en cause l'obligation pour les services de police d'assister les victimes et de les orienter ensuite vers les services spécialisés. Une liste des services spécialisés en Communauté germanophone figure en annexe 5. Il incombe aux services de police d'examiner, en concertation avec ces services d'aide, dans quelle mesure le modèle d'orientation prévu au point III de cette circulaire est applicable pour l'orientation des victimes vers ces services.

Les reprises de contact éventuelles avec la victime se font dans le cadre de la diffusion d'avis préventifs, du renvoi vers les instances d'aide et de l'information sur les suites policières de l'affaire.

II. Missions des services de police en matière d'assistance aux victimes

L'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police guide toute action policière à l'égard des victimes :

« Les services de police mettent les personnes qui demandent du secours ou de l'assistance en contact avec des services spécialisés.

Ils portent assistance aux victimes d'infractions, notamment en leur procurant l'information nécessaire. »

La loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (4), fixe à présent les principes généraux du statut des fonctionnaires de police. Parmi ces principes, il est établi que les fonctionnaires de police contribuent en tout temps et en toutes circonstances à la protection des citoyens et à l'assistance que ces derniers sont en droit d'attendre (5).

Le fonctionnaire de police est souvent la première personne en contact avec la victime et il a par conséquent l'obligation d'assurer une réception et un accueil adéquats ainsi qu'un soutien émotionnel. Chaque victime a droit à l'attention et au respect. Chaque policier, en tant que professionnel au service du citoyen, doit être capable de répondre à ces besoins. Apporter une première assistance pratique immédiate est donc prioritaire. Le fonctionnaire de police doit écouter attentivement la victime et la traiter avec correction et respect dans tous les cas. L'assistance aux victimes fait donc partie intégrante des missions policières et ne doit pas être considérée comme une charge de travail supplémentaire. Une bonne assistance aux victimes implique cependant l'acquisition de certaines attitudes, compétences et connaissances.

D'un point de vue strictement policier, une bonne réception de la victime améliore la qualité de sa déclaration et facilite sa coopération dans la suite de la procédure. Dans le long terme, une assistance policière correcte améliore l'image des autorités policières et renforce la confiance dans la société.

Chaque action entreprise à l'intérieur du corps de police reflète aux yeux de la victime l'action du corps tout entier. Il est donc indispensable que chacun des membres du corps, que ce soit l'officier, l'agent de police ou le membre du personnel civil, assure une assistance correcte à la victime.

Slachtofferbejegening : dienstverlening aan slachtoffers door politieke en justitiële diensten waarbij de eerste opvang en het onthaal van het slachtoffer evenals het verstrekken van een goede basisinformatie aan het slachtoffer centraal staan.

Dienst politieke slachtofferbejegening : een dienst binnen een gemeentelijk politiekorps, rijkswachbrigade of rijkswachtdistrict die enerzijds instaat voor de sensibilisering en permanente vorming van politieambtenaren inzake politieke slachtofferbejegening en anderzijds voor het bieden van deze slachtofferbejegening, zonder evenwel afbreuk te doen aan de wettelijke verplichtingen inzake slachtofferbejegening van elke individuele politieambtenaar.

Dienst slachtofferonthaal : de dienst bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg die door de inschakeling van justitieassistenten de magistraten, evenals het andere personeel van de rechtbank en het parket bijstaat in het organiseren en het verbeteren van de justitiële slachtofferbejegening.

De definities betreffende de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap worden als bijlage 1 bij deze omzendbrief opgenomen.

De politieke slachtofferbejegening onderscheidt zich van de slachtofferhulp, meer bepaald door de inhoud, intensiteit en frequentie van de contacten met het slachtoffer. Aangezien de psychosociale - of therapeutische hulpverlening niet onder de politietaken ressorteert, verwijst de politieambtenaar het slachtoffer door naar de « centra (diensten) voor slachtofferhulp » erkend door de Gemeenschappen.

Wij merken echter op dat de slachtofferhulp in de Duitstalige Gemeenschap op een andere manier georganiseerd wordt en dat er geen diensten of centra voor slachtofferhulp zijn die te vergelijken zijn met deze die in de twee andere Gemeenschappen bestaan. Deze situatie verandert niets aan de verplichting die de politiediensten hebben om slachtoffers bij te staan en hen door te sturen naar de gespecialiseerde diensten. Als bijlage 5 vindt u een lijst van de gespecialiseerde diensten in de Duitstalige Gemeenschap. De politiediensten moeten, in overleg met deze hulpdiensten onderzoeken in welke mate het in punt III van deze omzendbrief voorziene model van verwijzing van toepassing is voor de verwijzing van de slachtoffers naar deze diensten.

Het eventueel opnieuw contact opnemen met het slachtoffer gebeurt binnen het kader van het verstrekken van preventief advies, het doorverwijzen naar hulpverleningsinstanties en het informeren over het politieke gevolg dat aan de zaak gegeven wordt.

II. Opdrachten van de politiediensten inzake slachtofferbejegening

Artikel 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt dat aan de basis ligt van elk politieoptreden jegens slachtoffers bepaalt :

« De politiediensten brengen de personen die hulp of bijstand vragen in contact met gespecialiseerde diensten.

Zij verlenen bijstand aan de slachtoffers van misdrijven, inzonderheid door hen de nodige informatie te verstrekken. »

De wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus (4), bepaalt thans de algemene principes van het statuut van de politieambtenaren. In die principes wordt vastgelegd dat de politieambtenaren te allen tijde en in alle omstandigheden bijdragen tot de bescherming van de medeburgers en tot de bijstand die deze laatsten mogen verwachten (5).

De politieambtenaar is vaak de eerste persoon waarmee het slachtoffer contact heeft en zij/hij is bijgevolg verplicht in te staan voor een degelijke ontvangst en onthaal, evenals voor een emotionele ondersteuning. Elk slachtoffer heeft recht op aandacht en respect. Het is een vereiste dat elke politieambtenaar, die beroepsmatig ten dienste staat van de burger, in staat is aan deze behoeften te beantwoorden. Een eerste praktische en onmiddellijke bijstand verlenen is dus prioritair. De politieambtenaar zal met aandacht naar het slachtoffer luisteren en hem/haar in elk geval correct en met respect behandelen. Slachtofferbejegening is dus een belangrijk onderdeel van de politietaken en mag niet als een bijkomende werklast beschouwd worden. Een correcte slachtofferbejegening vereist evenwel dat elke politieambtenaar de nodige vaardigheden en kennis verwerft.

Vanuit een strikt politieoogpunt gezien, verbetert een goed onthaal de kwaliteit van de verklaring van het slachtoffer en vergemakkelijkt het diens medewerking tijdens de verdere procedure. Op termijn draagt een correcte politieke slachtofferbejegening bij tot het positieve imago van de politie en versterkt het het vertrouwen in de maatschappelijke orde.

Elke daad gesteld door een lid van het politiekorps weerspiegelt voor het slachtoffer de houding van het gehele korps. Het is dus noodzakelijk dat alle leden, of het nu een officier, een politieambtenaar of een lid van het burgerpersoneel is, een correcte opvang kunnen bieden aan slachtoffers.

Après un premier accueil correct, le fonctionnaire de police doit orienter la victime vers une instance d'aide selon la procédure décrite au point III de cette circulaire.

A. Au niveau du chef de corps et des officiers dirigeants

Une sensibilisation permanente du personnel de police en matière d'assistance aux victimes fait partie des tâches de tous les officiers de police. Afin d'assurer une assistance aux victimes optimale, le chef de corps et les officiers dirigeants doivent notamment :

- * désigner un officier responsable qui assurera le suivi de la politique d'assistance aux victimes dans le corps. Cet officier contrôle l'exécution de la politique mise en place, évalue celle-ci (6) et soumet ses propositions au chef de corps;

- * faire en sorte que leur personnel et notamment les agents de première ligne, soient sensibilisés et formés à l'assistance aux victimes;

- * mettre les moyens techniques et organisationnels nécessaires à la disposition de leur personnel (moyens de communication et de transport, locaux adaptés permettant d'accueillir les victimes avec discrétion,...). Ces moyens doivent également être disponibles pour les reprises de contact avec la victime;

- * vu la nécessité pour le fonctionnaire de police de connaître les évolutions liées à l'assistance aux victimes, faire établir une liste des assistants de justice et magistrats de liaison près les parquets des tribunaux de première instance ainsi qu'une liste des instances d'aide figurant dans la procédure décrite au point III. Mettre en permanence à la disposition du personnel de police la liste actualisée de ces instances en mentionnant leurs caractéristiques, adresses, heures d'ouverture et personnes de contact. Développer et entretenir avec ces instances une coopération active et informer le personnel policier de l'existence de celles-ci;

- * permettre l'organisation de « debriefings » afin de soutenir psychologiquement les membres du corps de police ayant été confrontés à des situations de victimisations graves. Le service d'assistance policière aux victimes peut éventuellement être chargé de cette mission.

B. Au niveau du fonctionnaire de police

1. L'accueil.

* Cet accueil nécessite une volonté d'écoute, c'est à dire une écoute active et un comportement compréhensif et patient :

- en évitant à la victime les délais d'attente trop longs;
- en s'adressant à la victime dans un langage poli et adapté à la situation;

- en évitant d'envoyer la victime d'un verbalisant à l'autre;

- sans adopter une attitude distante ou routinière;

- sans minimiser les faits;

- en évitant de faire naître un sentiment de culpabilité chez la victime.

* Tous les actes juridiques doivent être accomplis. Les souhaits de la victime seront pris en compte au maximum.

* Le fonctionnaire de police doit expliquer à la victime pourquoi certaines questions sont posées.

* Dans tous les cas, la discrétion nécessaire doit être respectée au cours des différents actes d'enquête (à l'égard de tiers, de la presse, etc...).

* L'annonce d'une mauvaise nouvelle exige une approche préparée et réfléchie.

* Le fonctionnaire de police doit être particulièrement attentif à certaines formes de victimisations. L'assistance des femmes et enfants mineurs victimes de violence physiques ou sexuelles nécessite une approche spécifique (7).

* Toute victime doit être accueillie, dans la mesure du possible, dans un local séparé à l'abri des regards indiscrets et avec suffisamment d'intimité et de discrétion. Cela est particulièrement d'application pour les victimes de violences physiques et sexuelles (comme décrit dans la circulaire du ministère de l'Intérieur et du ministère de l'Emploi et du Travail du 27 novembre 1997 relative à l'aménagement de locaux d'accueil pour les victimes de violence physique et sexuelle).

2. L'assistance pratique

Le fonctionnaire de police doit en priorité s'assurer qu'une intervention médicale immédiate n'est pas nécessaire (service médical d'urgence ou médecin traitant).

Na een correcte eerste opvang, dient de politieambtenaar het slachtoffer door te verwijzen naar een hulpverleningsdienst zoals voorzien in punt III van deze omzendbrief.

A. Op het niveau van de korpschef en van de korpsleiding

Een voortdurende sensibilisering inzake slachtofferbejegening van het politiepersoneel behoort tot de taken van alle politieofficieren. Om een goede slachtofferbejegening te verzekeren, moeten de korpschef en de leidinggevende officieren onder meer :

- * een verantwoordelijk officier aanstellen die zal instaan voor de follow-up van het slachtofferbeleid binnen het korps. Deze officier oefent controle uit op de uitvoering van het beleid, evalueert het (6) en formuleert voorstellen aan de korpschef;

- * ervoor zorgen dat hun personeel, en meer bepaald de eerstelijns-agenten, gesensibiliseerd en gevormd worden in de slachtofferbejegening;

- * alle nodige technische- en organisatorische middelen ter beschikking stellen van hun personeel (communicatie- en transportmiddelen, aangepaste lokalen waar de slachtoffers met de nodige privacy ontvangen kunnen worden). Deze middelen moeten eveneens beschikbaar zijn bij het opnieuw contacteren van het slachtoffer;

- * gezien de noodzaak voor de politieambtenaar om op de hoogte te zijn van de ontwikkelingen inzake slachtofferhulp, een lijst laten opmaken van de justitieassistenten en verbindingsmagistraten bij de parketten van de rechtbank van eerste aanleg, evenals een lijst van de hulpverleningsdiensten die vermeld worden in de in punt III beschreven procedure. De geactualiseerde lijst van deze diensten met vermelding van hun karakteristieken, adressen, openingsuren en contactpersonen permanent ter beschikking stellen van het politiepersoneel. Met deze instanties een actieve samenwerking uitbouwen en onderhouden en het politiepersoneel inlichten over het bestaan van deze diensten;

- * de organisatie van « debriefings » mogelijk maken om de leden van het politiekorps die geconfronteerd werden met ernstige misdaden, psychologisch te ondersteunen. De dienst voor politieke slachtofferbejegening kan eventueel met deze taak belast worden.

B. Op het niveau van de politieambtenaar

1. Opvang.

* Deze opvang wordt gekenmerkt door luisterbereidheid. Dit impliceert een actief luisteren, een begrijpende en een geduldige houding :

- er mogen geen te lange wachttijden zijn;

- het slachtoffer wordt aangesproken in een beleefde en aangepaste taal;

- vermijden dat het slachtoffer van de ene verbalisant naar de andere doorgestuurd wordt;

- het slachtoffer wordt niet op afstandelijke of routinematige wijze behandeld;

- de feiten worden niet geminimaliseerd;

- vermijden dat er een schuldgevoel opgewekt wordt bij het slachtoffer.

* Alle wettelijke daden dienen gesteld te worden. Er zal maximaal rekening gehouden worden met de wensen van het slachtoffer.

* De politieambtenaar dient aan het slachtoffer uit te leggen waarom bepaalde vragen gesteld worden.

* In ieder geval zal tijdens de verschillende onderzoeken de nodige discretie in acht genomen worden (t.o.v. derden, pers e.a.).

* De melding van slecht nieuws eist een voorbereide en doordachte benadering.

* De politieambtenaar moet in het bijzonder aandachtig zijn voor zekere vormen van slachtofferschap. De hulpverlening aan vrouwen en kinderen die het slachtoffer zijn van fysisch of seksueel geweld vraagt een speciale benadering (7).

* Elk slachtoffer dient, in de mate van het mogelijke, ontvangen te worden in een apart lokaal, beschermt tegen nieuwsgierige blikken, met voldoende intimiteit en discretie. Dit is in het bijzonder van toepassing voor de slachtoffers van fysisch of seksueel geweld (zoals bepaald in de omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en het Ministerie van Arbeid en Teverkstelling van 27 november 1997 betreffende de inrichting van een lokaal voor de opvang van slachtoffers van fysisch en seksueel geweld).

2. Praktische bijstand

De politieambtenaar moet er eerst en vooral voor zorgen dat medische bijstand gegeven wordt waar nodig (spoedopname of huisarts).

L'assistance pratique dans les moments de crise est essentielle et consiste souvent en des choses simples (contacter un proche, assurer un transport,...). Cette assistance n'a pas seulement un intérêt direct pour la victime mais a également une signification psychologique pour elle.

La victime doit avoir la possibilité de téléphoner et d'avertir sa famille ou ses proches. Si cela est nécessaire, le fonctionnaire de police s'en charge lui-même.

Le fonctionnaire de police vérifie si la victime dispose d'un logement. Si la victime ne veut pas rester plus longtemps dans son logement, pour des raisons de sécurité ou de peur, le fonctionnaire de police prend des dispositions pour mettre la victime en contact avec un refuge ou une maison d'accueil.

En cas de décès, il est indispensable d'avertir immédiatement les proches et de s'efforcer de les assister lors des premiers moments difficiles. Les proches auront l'occasion de faire leurs adieux d'une manière digne (voir également la directive du 16 septembre 1998 du Ministre de la Justice concernant un dernier hommage à rendre au défunt en cas d'intervention des autorités judiciaires).

L'accueil et l'assistance des proches de personnes disparues ainsi que de la personne signalant la disparition doit également s'effectuer de manière professionnelle (voir également la directive du 22 juillet 1997 du Ministre de la Justice concernant la recherche des personnes disparues).

3. La diffusion d'informations

L'article 3bis du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle prévoit que les victimes d'infractions et leurs proches doivent être traitées de façon correcte et consciencieuse, en particulier en leur fournissant l'information nécessaire. Le fonctionnaire de police a donc l'obligation de fournir à la victime une information complète et compréhensible au sujet :

* des actes d'enquête présents et futurs (dans le respect des règles du secret professionnel et des règles de la vie privée);

* de la procédure judiciaire en général;

* des possibilités de constitution de partie civile (8);

* de la possibilité de faire la déclaration en qualité de personne lésée prévue à l'article 5bis du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle. Cette déclaration est reçue au secrétariat du parquet et est créatrice des droits suivants :

- la personne lésée a le droit d'être assistée ou représentée par un avocat;

- elle peut faire joindre au dossier tout document qu'elle estime utile;

- elle est informée du classement sans suite et de son motif, de la mise à l'instruction ainsi que des actes de fixation devant les juridictions d'instruction et de jugement.

* des différentes formes d'aides juridiques;

* des régimes administratifs, tels que le renouvellement de documents officiels (carte d'identité, permis de conduire, certificat d'immatriculation,...);

* des déclarations auprès des établissements financiers de la perte ou du vol de chèques et de cartes de banque;

* du renvoi vers les instances d'aide figurant dans la procédure décrite au point III;

* de l'avis préventif. Ceci peut entrer dans le cadre d'une reprise de contact par le service de prévention de la police afin d'éviter une répétition des faits. Les différentes brochures du ministère de l'Intérieur peuvent être utilisées (voir liste en annexe 7);

* du service de police qui rédige le procès-verbal. Les éléments suivants doivent être automatiquement communiqués à la victime :

- coordonnées du service de police;

- nom et grade du fonctionnaire de police traitant le dossier;

- numéro et date du procès-verbal;

- attestation de dépôt de plainte.

* des possibilités de récupération de biens confisqués ou volés.

In crisissituaties is praktische bijstand prioritair. Bij deze praktische bijstand gaat het vaak om eenvoudige dingen (een verwante verwittigen, zorgen voor vervoer,...). Deze bijstand heeft niet enkel een direct belang voor het slachtoffer, maar heeft ook een psychologische betekenis.

Het slachtoffer moet de mogelijkheid hebben te telefoneren en zijn familie of verwanten te verwittigen. Indien nodig zal de politieambtenaar dit zelf doen.

De politieambtenaar gaat na of het slachtoffer een verblijfplaats heeft. Indien het slachtoffer uit angst of uit veiligheidsoverwegingen niet langer in zijn verblijfplaats wenst te blijven, zal de politieambtenaar het nodige doen om het slachtoffer in contact te brengen met een vluchthuis of een opvangcentrum.

Bij een overlijden is het noodzakelijk de nabestaanden onmiddellijk te verwittigen en te begeleiden in de eerste moeilijke momenten. De nabestaanden zullen de kans krijgen waardig afscheid te nemen (zie ook de richtlijn van 16 september 1998 van de Minister van Justitie inzake het waardig afscheid nemen van een overledene ingeval van interventie door de gerechtelijke overheden).

De opvang en de bejegening van de verwanten van een vermiste persoon alsook van de persoon die de verdwijning meldt, dient op een professionele manier te verlopen (zie ook de richtlijn van 22 juli 1997 van de Minister van Justitie betreffende de opsporing van vermiste personen).

3. Informatieverstrekking

Artikel 3bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering stelt dat slachtoffers van misdrijven en hun verwanten op een correcte en begripvolle manier opgevangen moeten worden, in het bijzonder door hen de nodige informatie te geven. De politieambtenaar is dus verplicht om het slachtoffer volledige en verstaanbare informatiegegevens te verstrekken over :

* de huidige en de toekomstige onderzoeksverrichtingen (voor zover het beroepsgeheim en de regels van de persoonlijke levenssfeer dit toelaten);

* de gerechtelijk procedure in het algemeen;

* de mogelijkheden zich burgerlijke partij te stellen (8);

* de mogelijkheid om een verklaring af te leggen in de hoedanigheid van benadeelde persoon, zoals voorzien in artikel 5bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering. Deze verklaring wordt afgelegd op het secretariaat van het openbaar ministerie en brengt de volgende rechten mee :

- de benadeelde persoon heeft het recht bijgestaan of vertegenwoordigd te worden door een advocaat;

- hij mag ieder document dat hij nuttig acht doen toevoegen aan het dossier;

- hij wordt op de hoogte gehouden van het seponeren en de reden daarvan, van het instellen van een gerechtelijk onderzoek alsook van de bepaling van een rechte dag voor het onderzoeks- en vonnisgerecht.

* de verschillende vormen van rechtshulp;

* de administratieve regelingen, zoals het vernieuwen van officiële documenten (identiteitskaart, rijbewijs,...);

* de aangifte van verlies of diefstal van bankkaarten en cheques bij de financiële instellingen;

* de doorverwijzing naar de hulpverleningsdiensten volgens de vormvoorschriften vermeld in punt III;

* het preventief advies. Dit kan passen in het kader van het opnieuw contact opnemen door de preventiedienst van de politie, teneinde de herhaling van de feiten te voorkomen. In dit kader kan gebruik gemaakt worden van de verschillende brochures van het ministerie van Binnenlandse Zaken (zie lijst als bijlage 7);

* de politiedienst die het proces-verbaal opstelt. Volgende elementen moeten automatisch aan het slachtoffer meegedeeld worden :

- gegevens van de politiedienst;

- naam en graad van de behandelende politieambtenaar;

- nummer en datum van het proces-verbaal;

- attest van klachtneerlegging.

* de mogelijkheden tot het terugkrijgen van in beslag genomen of gestolen goederen.

Considérant la situation dans laquelle une victime peut se trouver, il est parfois difficile de lui remettre immédiatement ces informations. La remise d'informations peut donc avoir lieu non seulement au moment de la plainte ou du constat, mais également au moment de la reprise de contact par le fonctionnaire de police ou par le service d'assistance policière aux victimes.

4. La rédaction du procès-verbal

* Le procès-verbal doit mentionner très clairement l'identité des victimes.

* Afin de pouvoir déterminer le préjudice de manière exacte, le procès-verbal indique le maximum d'informations précises relatives aux dommages subis. Des indications sur le plan des conséquences sociales et émotionnelles seront également mentionnées.

* Le procès-verbal indique l'offre d'orientation de la victime vers les instances d'aide selon la procédure décrite au point III.

* Si la victime a déjà pris une décision quant à son intention de se constituer partie civile ou de faire une déclaration en qualité de personne lésée, le procès-verbal mentionne cette décision.

* Le souhait de la victime d'être plus amplement informée doit également être repris.

* Il y a lieu d'informer toute personne interrogée de son droit de demander une copie gratuite du procès-verbal (art. 28quinquies, § 2 et art. 57, § 2 du Code d'instruction criminelle).

* Lors de l'audition des victimes, les services de police appliquent les règles prévues aux articles 47bis et 70bis du Code d'instruction criminelle, conformément aux directives du procureur du Roi.

5. La reprise de contact avec la victime

La reprise de contact quelque temps après les faits peut être utile pour la victime mais aussi pour le service de police.

Comme cela a déjà été souligné, le fonctionnaire de police peut à cette occasion compléter les informations remises à la victime et tâcher de répondre à ses questions éventuelles. Un avis préventif peut également être communiqué.

Dans les limites du secret professionnel, le fonctionnaire de police peut fournir à la victime des informations sur l'état d'avancement du dossier ou l'informer sur la manière de prendre contact avec le parquet du tribunal de première instance, notamment grâce aux assistants de justice du service d'accueil des victimes (voir liste en annexe 6).

Lors de la reprise de contact, le fonctionnaire de police peut recevoir de la victime des informations complémentaires (et peut être importantes) pour le dossier judiciaire. La victime peut en effet se rappeler certains détails ou communiquer des informations provenant de son voisinage.

Une nouvelle proposition d'orientation vers le « service (centre) d'aide aux victimes » peut également être faite lors de la reprise de contact.

C. Au niveau du service d'assistance policière aux victimes

Afin de conseiller et d'assister les fonctionnaires de police dans leurs missions, un service d'assistance policière aux victimes peut être mis en place.

Cette notion couvre au sein d'un corps de police chaque unité, personne disposant ou développant une qualification ou une aptitude professionnelle particulière, service ou bureau, qui accomplit une mission spécifique en matière de sensibilisation et de formation continuée dans le domaine de l'assistance policière aux victimes.

L'existence d'un service d'assistance policière aux victimes au sein d'un corps de police ne décharge aucun fonctionnaire de police de sa tâche légale d'assistance aux victimes. Ce service offre donc un soutien au personnel de police mais ne se substitue pas au policier. Chaque fonctionnaire de police doit être à même d'offrir un soutien correct et efficace aux victimes.

Le service d'assistance policière aux victimes doit appliquer la politique mise en place dans le corps de police dans le respect des principes de la politique en faveur des victimes.

Un service d'assistance policière aux victimes a les tâches suivantes :

1. La formation.

La tâche de ce service consiste prioritairement à assurer la sensibilisation et la formation continuée des membres du corps de police à l'assistance policière aux victimes.

Gezien de toestand waarin het slachtoffer zich kan bevinden, is het soms moeilijk hem deze informatie onmiddellijk aan te bieden. Het verstrekken van informatie kan dus niet enkel bij de aangifte of klachtneerlegging, maar ook bij het opnieuw contact opnemen door de politieambtenaar of door de dienst voor politieke slachtofferbejegening plaatsvinden.

4. Het opstellen van het proces-verbaal

* Het proces-verbaal moet duidelijk de identiteit van de slachtoffers weergeven.

* Om de geleden schade op exacte manier vast te stellen, zal het proces-verbaal een maximum aan precieze gegevens over de schade bevatten. Ook aangaande sociale en emotionele gevolgen worden gegevens opgenomen.

* In overeenstemming met de in punt III beschreven procedure, wordt in het proces-verbaal het aanbod van verwijzing van het slachtoffer naar de hulpverleningsdiensten opgenomen.

* Indien het slachtoffer reeds de beslissing nam om zich burgerlijke partij te stellen of de hoedanigheid van benadeelde persoon op zich te nemen, wordt deze beslissing vermeld in het proces-verbaal.

* De wens van het slachtoffer om verder geïnformeerd te worden moet ook opgenomen worden.

* Aan elke persoon die verhoord wordt, moet meegedeeld worden dat hij het recht heeft een kosteloze kopie van het proces-verbaal te vragen (art. 28quinquies, § 2 en art. 57, § 2 van het Wetboek van Strafvordering).

* Tijdens het verhoor van de slachtoffers zullen de politiediensten de regels voorzien in de artikelen 47bis en 70bis van het Wetboek van Strafvordering toepassen volgens de richtlijnen van de procureur des Konings.

5. Het hercontacteren van het slachtoffer

Het hercontacteren enige tijd na de feiten kan nuttig zijn voor het slachtoffer, maar ook voor de politiedienst.

Zoals het reeds benadrukt werd, kan de politieambtenaar bij die gelegenheid de informatiegegevens die verstrekt werden aan het slachtoffer, aanvullen en proberen de eventuele vragen van het slachtoffer te beantwoorden. Er kan eveneens een preventief advies verstrekt worden.

Binnen de perken van het beroepsgeheim kan de politieambtenaar informatie verstrekken aan het slachtoffer over de stand van zaken van het dossier of kan hij hem inlichten over hoe hij contact moet opnemen met het parket van de rechtbank van eerste aanleg, met name via de justitieassistenten van de dienst slachtofferonthaal (zie lijst als bijlage 6).

Tijdens de hercontactname kan de politieambtenaar van het slachtoffer bijkomende (en misschien belangrijke) informatie voor het gerechtelijke dossier krijgen. Het slachtoffer kan zich mogelijks bepaalde details herinneren of informatie meedelen van zijn omgeving.

Bij het hercontacteren kan er een nieuw voorstel tot verwijzing naar het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp » gedaan worden.

C. Op het niveau van de dienst politieke slachtofferbejegening

Om de politieambtenaren in hun opdrachten te adviseren en bij te staan, kan er een dienst politieke slachtofferbejegening opgericht worden.

Dit begrip dekt binnen het politiekorps elke eenheid, elke persoon die bijzondere beroepsbekwaamheden bezit of opbouwt, de dienst of bureau die een specifieke opdracht vervult inzake de sensibilisering of de voortgezette opleiding inzake politieke slachtofferbejegening.

Het bestaan van een dienst politieke slachtofferbejegening binnen een politiekorps ontslaat geen enkele politieambtenaar van zijn wettelijke plicht aan slachtofferbejegening te doen. Deze dienst ondersteunt dus het politiepersoneel, maar hij neemt de taak van de politieambtenaar niet over. Elke politieambtenaar moet in staat zijn een correcte en efficiënte ondersteuning aan slachtoffers te bieden.

De dienst politieke slachtofferbejegening moet het beleid toepassen dat uitgewerkt is in het politiekorps, met naleving van de principes van het slachtofferbeleid.

Een dienst politieke slachtofferbejegening heeft de volgende taken :

1. Opleiding

De hoofdtaak van deze dienst bestaat er in de leden van het korps te sensibiliseren, evenals de voorgezette opleiding inzake politieke slachtofferbejegening te verzekeren.

Le service d'assistance policière aux victimes doit s'efforcer de mettre en place dans les meilleurs délais des projets spécifiques de sensibilisation du personnel du corps de police. La sensibilisation du personnel ne peut se limiter aux contacts informels avec le service d'assistance policière.

2. La diffusion d'informations.

Le service d'assistance policière aux victimes veille à ce que les informations liées à l'assistance aux victimes soient diffusées tant aux officiers dirigeants qu'aux membres du corps de police.

3. L'intervention en matière d'assistance aux victimes.

Le principe selon lequel tout fonctionnaire de police offre lui-même un accueil et un soutien aux victimes est d'application (art. 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police).

Le fonctionnaire de police ne peut renvoyer systématiquement les victimes au service d'assistance policière aux victimes. L'intervention de ce service est justifiée lorsque le fonctionnaire de police ne peut assister la victime à lui seul et de façon optimale, par exemple dans des situations de crise émotionnelle ou de victimisations très graves. Le service peut également s'occuper de certains aspects plus pratiques (assistance matérielle,...). Le service d'assistance policière aux victimes doit alors orienter les victimes qui ont besoin d'une aide psychosociale vers les « services (centres) d'aide aux victimes » agréés par les Communautés.

En raison de sa spécialisation, le service d'assistance policière aux victimes peut être chargé de reprendre contact avec la victime. Le service d'assistance policière peut se rendre compte des conséquences de l'infraction pour la victime, et orienter celle-ci vers le « service (centre) d'aide aux victimes ».

4. Le contact avec les instances d'aide.

Dans le but d'informer le corps de police, le service d'assistance policière aux victimes établit des contacts et une collaboration active avec les instances d'aide figurant dans la procédure décrite au point III. Le service rassemble les informations et les coordonnées nécessaires telles que les adresses, numéros de téléphone, personnes de contact et heures d'ouvertures. Il est nécessaire d'inventorier régulièrement ces données et de les mettre à la disposition des fonctionnaires de police.

5. La participation aux structures de concertation.

Un représentant d'un service d'assistance policière aux victimes participe à « l'équipe psychosociale d'assistance aux victimes ». Un représentant d'un service d'assistance policière aux victimes peut également accompagner les représentants des services de police au conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes (art. 11 et 12 de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande, article 13 et 14 de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, Communauté française et la Région wallonne).

III. Le modèle d'orientation

La police, y compris le service d'assistance policière aux victimes, joue un rôle de première ligne dans l'accueil des victimes.

Etant donné que les victimes cherchent rarement de l'aide spontanément et immédiatement après les faits, celles-ci doivent pouvoir entrer en contact avec les instances d'aide reconnues dans les meilleures conditions (définitions de ces instances en annexe 1). Un cadre général d'orientation des victimes est donc fixé par les accords de coopération en matière d'assistance aux victimes.

§ 1. Information systématique.

Le fonctionnaire de police informe toute victime de l'existence des « services (centres) d'aide aux victimes » agréés par les Communautés. Il informe la victime des missions de ces services et lui communique leurs coordonnées (voir liste en annexe 3). Cette information s'accompagne de la remise d'une brochure adéquate, telle que la brochure disponible à la PGR « Vous, la victime », une publication fournie par le « service (centre) d'aide aux victimes », une publication réalisée par le corps de police...

De dienst politieke slachtofferbejegening moet trachten binnen een zo kort mogelijke termijn specifieke projecten inzake sensibilisering van de leden van het politiekorps op te stellen. Deze sensibilisering mag niet enkel bestaan uit informele contacten met de leden van de dienst.

2. Informatie

De dienst politieke slachtofferbejegening zal er ook voor zorgen dat de informatie aangaande slachtofferbejegening zowel aan de leidinggevende officieren als aan de leden van het politiekorps meegedeeld wordt.

3. Tussenkost bij slachtofferbejegening

Het principe volgens welke elke politieambtenaar zelf een efficiënte opvang en ondersteuning aan slachtoffers biedt, is van toepassing (art. 46 van de Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt).

De politieambtenaar mag het slachtoffer niet systematisch doorverwijzen naar de dienst politieke slachtofferbejegening. De tussenkost van deze dienst is verantwoord wanneer de politieambtenaar het slachtoffer niet alleen of niet op een optimale wijze kan bijstaan, bijvoorbeeld bij emotionele crisissituaties of bij zeer ernstig slachtofferschap. De dienst kan zich ook bezighouden met een aantal meer praktische aspecten (materiële bijstand,...). De dienst politieke slachtofferbejegening moet op dat ogenblik de slachtoffers die nood hebben aan psychosociale hulp doorverwijzen naar de « centra (diensten) voor slachtofferhulp » dewelke erkend werden door de Gemeenschappen.

Vanwege zijn specialisatie kan de dienst voor politieke slachtofferbejegening belast worden met het hercontacteren van het slachtoffer. De dienst politieke slachtofferbejegening kan inschatten welke de gevolgen zijn van het misdrijf voor het slachtoffer en kan het slachtoffer dan oriënteren naar het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp ».

4. Contact met de hulpverlenende instanties

Om de politiedienst te informeren, zal de dienst politieke slachtofferbejegening contacten leggen en een actieve samenwerking opbouwen met de hulpverlenende instanties dewelke vermeld worden in punt III van de beschreven procedure. De dienst verzamelt de noodzakelijke informatie en gegevens zoals adressen, telefoonnummers, contactpersonen en openingsuren. Het is nodig deze gegevens regelmatig te inventariseren en ze ter beschikking te stellen van de politieambtenaren.

5. De deelname aan de overlegstructuren

Een vertegenwoordiger van een dienst politieke slachtofferbejegening neemt deel aan het «welzijnsteam slachtofferzorg». Een vertegenwoordiger van een dienst politieke slachtofferbejegening kan eveneens de vertegenwoordigers van de politiediensten begeleiden bij de arrondissementele raad voor een slachtofferbeleid (art. 11 en 12 van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap, art. 13 en 14 van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest).

III. Model van verwijzing

De politie, met inbegrip van de dienst politieke slachtofferbejegening, speelt een eerstelijnsrol bij de opvang van de slachtoffers.

Aangezien slachtoffers zelden spontaan of onmiddellijk na de feiten zelf hulp zoeken, moeten zij in contact gebracht worden met de erkende hulpverleningsdiensten en dit onder de beste voorwaarden (de definities van deze instanties staan in bijlage 1). Een algemeen kader van verwijzing van de slachtoffers wordt vastgesteld door de samenwerkingsakkoorden inzake slachtofferzorg.

§ 1. Systematische informatie

De politieambtenaar licht elk slachtoffer in over het bestaan van de « centra (diensten) voor slachtofferhulp », erkend door de Gemeenschappen. Hij licht het slachtoffer in over de opdrachten van deze diensten en deelt hem de gegevens ervan mee (zie lijst als bijlage 3). Samen met deze informatie krijgt het slachtoffer de bij de ARP beschikbare brochure « U, het slachtoffer », een publicatie van het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp », een publicatie van het politiekorps...

§ 2. Formulaire de renvoi.

Le fonctionnaire de police propose systématiquement aux victimes de certaines catégories d'infractions un formulaire de renvoi vers un « service (centre) d'aide aux victimes » agréés par les Communautés. Pour la Communauté française, il s'agit des victimes d'actes de violence ainsi que celles ayant été confrontées à l'auteur d'une infraction. Pour la Communauté flamande, il s'agit des victimes qui ont vu l'auteur ou dont le domicile a été cambriolé.

Le fonctionnaire de police peut également proposer aux autres victimes un formulaire de renvoi s'il estime que cela est nécessaire.

La procédure se déroule comme suit :

- Au moment du constat ou de la déposition, le fonctionnaire de police complète avec l'accord de la victime un formulaire de renvoi vers le « service (centre) d'aide aux victimes » en précisant qu'un collaborateur de ce service prendra ultérieurement contact avec elle. Pour la Communauté flamande, il s'agit du centre de l'arrondissement judiciaire;

- Il convient d'expliquer à la victime qu'il s'agit d'une offre de renvoi et qu'il n'y a aucun engagement ou obligation de sa part. Le modèle de formulaire proposé en annexe 2 n'a qu'une valeur indicative;

- Le formulaire de renvoi exprime le souhait de la victime d'être contactée par le « service (centre) d'aide aux victimes ». La victime marque son accord en apposant sa signature sur le formulaire de renvoi;

- En cas d'urgence et avec l'accord de la victime, le fonctionnaire de police prend également directement contact par téléphone avec le « service (centre) d'aide aux victimes »;

- Le fonctionnaire de police mentionne dans le procès-verbal cette offre d'orientation par formulaire mais n'indique pas la décision de la victime;

- Le formulaire complété est alors transmis le plus rapidement possible et au plus tard le deuxième jour ouvrable au « service (centre) d'aide aux victimes ».

§ 3. Victimisations spécifiques.

1. Mineur victime de maltraitances.

Pour la Communauté française et sans préjudice des §§ 1^{er} et 2, le fonctionnaire de police oriente au besoin directement le mineur victime de mauvais traitements ou d'abus sexuels vers un « service d'aide à la jeunesse » ou une « équipe SOS Enfants » (voir liste en annexe 4). Pour la Communauté flamande et sans préjudice des §§ 1^{er} et 2, le fonctionnaire de police oriente directement le mineur victime de maltraitances intra-familiales ou de violence sexuelle intra-familiales vers un « vertrouwenscentrum kindermishandeling » (voir liste en annexe 4).

Cette offre d'orientation du mineur victime de maltraitances est mentionnée dans le procès-verbal dressé lors du constat ou de la déposition. La décision n'est pas mentionnée dans le procès-verbal.

2. Personne nécessitant un accueil résidentiel.

Sans préjudice des § 1^{er} et § 2, le fonctionnaire de police met la victime qui a besoin d'un accueil résidentiel immédiat, de préférence directement en contact avec un centre d'accueil résidentiel.

Pour la Communauté française en particulier, les centres d'accueil pour l'orientation des femmes victimes d'actes de violences physiques ou sexuelles sont les « refuges pour femmes battues ».

Cette offre d'orientation vers un centre d'accueil résidentiel est mentionnée dans le procès-verbal dressé lors du constat ou de la déposition. La décision de la victime n'est pas mentionnée. Dans cette offre d'orientation, il y a lieu d'être particulièrement attentif à préserver les intérêts de la victime. Dans certaines circonstances, le nom et les coordonnées du centre d'accueil devront rester secrètes. Ces mentions ne figurent alors pas dans le procès-verbal.

§ 2. Verwijsformulier

De politieambtenaar biedt systematisch aan de slachtoffers van bepaalde misdrijven een verwijsformulier naar een « centrum (dienst) voor slachtofferhulp » erkend door de Gemeenschappen aan. Voor de Vlaamse Gemeenschap zijn dat de slachtoffers die een dader zagen of waarbij in hun verblijfplaats werd ingebroken. Voor de Franse Gemeenschap betreft het de slachtoffers van gewelddaden evenals dewelke geconfronteerd werden met de dader.

De politieambtenaar kan ook aan de andere slachtoffers een verwijsformulier voorstellen als hij dit nodig acht.

De procedure verloopt als volgt :

- Op het ogenblik van de vaststelling of van de verklaring, vult de politieambtenaar met de goedkeuring van het slachtoffer een formulier in voor doorverwijzing naar het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp », waarbij gepreciseerd wordt dat een medewerker van deze dienst later met hem contact zal opnemen. Voor de Vlaamse Gemeenschap gaat het om het centrum binnen het gerechtelijk arrondissement.

- Er moet aan het slachtoffer worden uitgelegd dat het om een aanbod voor doorverwijzing gaat en dat er van zijnentwege geen enkele verbintenis of verplichting is. Het formuliermodel dat voorgesteld wordt als bijlage 2 heeft slechts een indicatieve waarde.

- Het verwijsformulier drukt de wens van het slachtoffer uit om gecontacteerd te worden door het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp ». Het slachtoffer verleent zijn goedkeuring door het verwijsformulier te ondertekenen.

- In geval van hoogdringendheid en indien het slachtoffer dit wenst, neemt de politieambtenaar eveneens rechtstreeks telefonisch contact op met het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp ».

- De politieambtenaar vermeldt dit aanbod van doorverwijzing per formulier in het proces-verbaal, maar vermeldt hierbij niet de beslissing van het slachtoffer.

- Het ingevulde formulier wordt dan zo spoedig mogelijk, en uiterlijk op de tweede werkdag, doorgestuurd naar het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp ».

§ 3. Specifieke vormen van slachtofferschap

1. Minderjarige die slachtoffer is van mishandeling

Voor de Vlaamse Gemeenschap en zonder afbreuk te doen aan § 1 en § 2, verwijst de politieambtenaar de minderjarige die het slachtoffer is van mishandeling binnen het gezin of van seksueel misbruik binnen het gezin, rechtstreeks naar een « vertrouwenscentrum kindermishandeling » (zie lijst bijlage 4). Voor de Franse Gemeenschap en zonder afbreuk te doen aan § 1 en § 2, verwijst de politieambtenaar de minderjarige die het slachtoffer is van mishandeling of van seksueel misbruik, rechtstreeks door naar een « service d'aide à la jeunesse » of naar een « équipe SOS Enfants » (zie lijst bijlage 4).

Dit aanbod tot verwijzing van de minderjarige die het slachtoffer is van mishandeling, wordt vermeld in het proces-verbaal dat opgesteld wordt bij de vaststelling of de verklaring. De beslissing wordt niet vermeld in het proces-verbaal.

2. Persoon die een residentiële opvang nodig heeft

Zonder afbreuk te doen aan § 1 en § 2, stelt de politieambtenaar het slachtoffer dat een onmiddellijk residentiële opvang nodig heeft bij voorkeur rechtstreeks in contact met een opvangcentrum (zie bijlage 1).

Voor de Franse Gemeenschap in het bijzonder zijn de onthaalcentra voor de verwijzing van vrouwen die het slachtoffer zijn van fysisch of seksueel geweld, de « refuges pour femmes battues ».

Dit aanbod van verwijzing naar een residentieel onthaalcentrum wordt vermeld in het proces-verbaal dat opgesteld wordt bij de vaststelling of de verklaring. De beslissing van het slachtoffer wordt niet vermeld. In dit verwijzingsaanbod dient erop gelet te worden dat de belangen van het slachtoffer in acht genomen worden. In bepaalde omstandigheden zullen de naam en de gegevens van het onthaalcentrum geheim moeten blijven. Die gegevens worden dan niet vermeld in het proces-verbaal.

IV. Les structures de concertation

Il est établi dans chaque arrondissement judiciaire un conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes, ayant pour mission de soutenir la politique en faveur des victimes. Des « équipes psychosociales » sont également prévues au niveau de chaque arrondissement judiciaire. Celles-ci ont entre autres pour mission de conseiller et d'informer le conseil d'arrondissement.

Les services de police doivent participer au fonctionnement de ces structures et apporter leur collaboration. Je transmettrai ultérieurement aux services de police des instructions complémentaires quant à leur participation au fonctionnement de ces structures de concertation.

V. Conclusion

L'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police fixe légalement la mission d'assistance des services de police. Cette mission consiste en un accueil correct de la victime, une assistance pratique, une remise d'informations, une bonne rédaction du procès-verbal, une orientation de la victime vers les services spécialisés et une reprise de contact éventuelle. Cet article 46 s'applique à tous les fonctionnaires de police mais également au personnel civil travaillant au sein du corps de police.

La présence d'un service d'assistance policière aux victimes au sein du corps de police ne dispense aucun fonctionnaire de police de sa mission légale d'assistance. Le service d'assistance policière aux victimes est prioritairement chargé de la sensibilisation et de la formation continuée des membres du personnel de police dans le domaine de l'assistance policière aux victimes.

L'aide psychosociale aux victimes ne faisant pas partie des tâches de la police, il est obligatoire et indispensable que les services de police orientent les victimes vers les services spécialisés. Le modèle de renvoi développé dans cette circulaire fixe le cadre général de cette orientation. Il doit permettre aux victimes de bénéficier d'une aide meilleure et plus rapide afin de surmonter les conséquences de l'infraction.

Suite notamment aux accords de coopération en matière d'assistance aux victimes, le ministère de l'Intérieur dispose, au sein de la Police Générale du Royaume, d'un point de contact permanent pour les questions liées à l'assistance aux victimes. Cette cellule « assistance policière aux victimes » est dès à présent l'interlocuteur privilégié des chefs de corps, officiers responsables et services d'assistance policière aux victimes.

Police Générale du Royaume
Rue Royale 56, 1000 Bruxelles
Tél. : 02 / 500 21 11
Fax : 02 / 500 24 66

Je vous saurais gré de bien vouloir diffuser cette circulaire et ses annexes auprès des autorités de police administrative de votre circonscription.

Je vous prie d'agréer, Madame le Gouverneur, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. Van den Bossche.

Notes

- (1) Forum National pour une Politique en Faveur des Victimes, juin 1996.
- (2) Bruxelles, 7 avril 1998.
- (3) Bruxelles, 14 mai 1998.
- (4) *Moniteur belge* du 05.01.1999.
- (5) Article 123 de la loi du 7 décembre 1998, en vigueur le 05.01.1999.
- (6) Voir à titre exemplatif la grille d'évaluation proposée dans le « Plan stratégique d'une Politique Nationale en Faveur des Victimes », page 37, Forum National, juin 1996.
- (7) Voir notamment les recommandations du Vadémécum « Assistance policière aux victimes », AERTSEN I. et MARTIN D., Politeia, Bruxelles, 1996.
- (8) Art. 1382 - 1386 du Code civil; art. 3, 4 et 26 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle; art. 63, 64, 66, 67, 68, 69 du Code d'instruction criminelle.

IV. De overlegstructuren

Binnen elk gerechtelijk arrondissement werd een arrondissementele raad voor het slachtofferbeleid opgericht met als doel het slachtofferbeleid te ondersteunen. Er worden eveneens « welzijnsteams slachtofferzorg » voorzien binnen elk gerechtelijk arrondissement. Deze teams hebben onder meer als taak de arrondissementele raad te adviseren en te informeren.

De politiediensten moeten deelnemen aan de werking van deze structuren en hun medewerking verlenen. Ik zal de bijkomende richtlijnen over de deelname aan de werking van deze overlegstructuren op een later tijdstip meedelen aan de politiediensten.

V. Besluit

Artikel 46 van de Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt bepaalt de wettelijke plicht van de politiediensten inzake slachtofferbejegening. Deze taak bestaat uit een correcte opvang van het slachtoffer, een praktische bijstand, het verschaffen van informatie, een exacte opstelling van het proces-verbaal, de verwijzing van het slachtoffer naar de gespecialiseerde diensten en een eventuele hercontactname van het slachtoffer. Dit artikel 46 is van toepassing op alle politieambtenaren, alsook op het burgerpersoneel tewerkgesteld binnen het politiekorps.

De aanwezigheid van een dienst politieke slachtofferbejegening in het politiekorps ontslaat geen enkele politieambtenaar van zijn wettelijke plicht bijstand te bieden aan slachtoffers. De dienst politieke slachtofferbejegening is in de eerste plaats belast met de sensibilisering en de voortgezette opleiding van de leden van het politiekorps inzake politieke slachtofferbejegening.

Aangezien de psychosociale hulp aan de slachtoffers geen deel uitmaakt van de taken van de politie, is het noodzakelijk dat de politiediensten de slachtoffers verwijzen naar de gespecialiseerde diensten. Het verwijzingsmodel dat in deze omzendbrief voorgesteld wordt, bepaalt het algemeen kader van deze verwijzing. Dit moet het voor de slachtoffers mogelijk maken een betere en snellere hulp te verkrijgen om de gevolgen van het misdrijf te boven te komen.

Met name naar aanleiding van de samenwerkingsakkoorden inzake slachtofferbejegening, beschikt het ministerie van Binnenlandse Zaken binnen de Algemene Rijkspolitie over een permanent contactpunt voor vragen betreffende slachtofferbejegening. Deze cel « politieke slachtofferbejegening » is thans de aangewezen gesprekspartner voor korpschefs, verantwoordelijke officieren en diensten voor politieke slachtofferbejegening.

Algemene Rijkspolitie
Koningsstraat 56, 1000 Brussel
Tel. : 02 / 500 21 11
Fax : 02 / 500 24 66

Mag ik u verzoeken deze omzendbrief en zijn bijlagen te verdelen bij de overheden van de bestuurlijke politie binnen uw ambtsgebied.

Met de meeste hoogachting,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. Van den Bossche.

Nota's

- (1) Nationaal Forum voor Slachtofferbeleid, juni 1996.
- (2) Brussel, 7 april 1998.
- (3) Brussel, 14 mei 1998.
- (4) *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1999.
- (5) Artikel 123 van de wet van 7 december 1998, van kracht op 5 januari 1999.
- (6) voorbeeld : het evaluatiooster, voorgesteld in het « Strategisch plan van een Nationaal Slachtofferbeleid », pagina 37, Nationaal Forum, juni 1996.
- (7) Zie bijvoorbeeld de aanbevelingen uit het Vademecum « Politieke Slachtofferbejegening »; AERTSEN, I., Politeia, Brussel, 1996.
- (8) Art. 1382 - 1386 van het Burgerlijk Wetboek; art. 3, 4 et 26 van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering; art. 63, 64, 66, 67, 68, 69 van het Wetboek van Strafvordering.

Circulaire OOP 15ter

ANNEXES

ANNEXE 1

Notions explicatives

Au niveau de la Communauté française :

1° Aide aux victimes : l'aide sociale et l'accompagnement psychologique prodigués aux victimes par les services décrits au 2°;

2° « Services d'aide aux victimes » : les services d'aide sociale aux justiciables (S.A.S.J.) agréés et subventionnés par la Communauté française et prodiguant de l'aide aux victimes telle que définie au 1°;

3° « Equipe SOS-Enfants » : le service pluridisciplinaire, agréé par la Communauté française, spécialisé dans le dépistage et la prise en charge des situations de maltraitance d'enfants, qui a pour objet d'apporter une aide appropriée à l'enfant victime ou en situation de risque de maltraitance.

Au niveau de la Communauté flamande :

1° Aide aux victimes (slachtofferhulp) : l'aide et le service procurés aux victimes par un centre visé au 3°;

2° Centre autonome d'aide sociale générale (Autonom centrum voor algemeen welzijnwerk) : un service qui, au départ d'une unité administrative et politique, offre une aide diversifiée et raisonnable à toutes les personnes dont les chances de bien-être sont menacées ou réduites suites à des facteurs personnels, relationnels, familiaux ou sociaux. Le centre est agréé à cette fin par le Gouvernement flamand. L'aide aux victimes est une mission complémentaire attribuée à un centre autonome d'aide sociale générale;

3° Centre d'aide aux victimes (« Centrum voor slachtofferhulp ») : le centre autonome d'aide sociale générale ayant comme mission complémentaire l'aide aux victimes;

4° Centre de confiance pour enfants maltraités (« Vertrouwen centrum kindermishandeling ») : un centre qui, entre autres, sert d'antenne en matière de maltraitance à l'égard des enfants, assure le premier accueil, établit un diagnostic et renvoie éventuellement à l'aide appropriée;

5° Centre d'accueil (« Opvangcentrum ») : un centre autonome d'aide sociale générale où l'accueil résidentiel immédiat des victimes est possible.

ANNEXE 2

Formulaire de renvoi vers le « service (centre) d'aide aux victimes »

Je soussigné(e),

autorise le « service (centre) d'aide aux victimes » de

à me contacter au sujet de ma plainte relative à

Adresse de la victime :

.....

.....

Numéro de téléphone de la victime :

Nom et grade du verbalisant :

Numéro de procès-verbal :

Service de police :

.....

Date du dépôt de plainte :

Signature de la victime

et date :

.....

.....

Formulaire à renvoyer le plus rapidement possible et au plus tard le deuxième jour ouvrable au « service (centre) d'aide aux victimes ».

ANNEXE 3.1

« Services d'aide aux victimes » (S.A.S.J.) en Communauté française

Arrondissement judiciaire

<i>Arlon</i>	Centre administratif de l'Etat bloc II B, Bureau 44, Place des Fusillés 6700 Arlon	tél : 063 / 22 04 32 ext : 40 76
<i>Bruxelles</i>	Chaussée de Waterloo 41 1060 Bruxelles Rue de Bordeaux, 62 A 1060 Bruxelles	tél : 02/534 28 44 tél : 02 /537 54 93 /537 66 10 fax : 537 12 22
<i>Charleroi</i>	Rue Léon Bernus 27 6000 Charleroi	tél : 071 /30 56 70 /30 54 77
<i>Dinant</i>	Rue P. J. Lion 5 5500 Dinant	tél : 082 /22 73 78
	Rue A. Ortmans 2 5002 Saint-Servais	tél : 081/74 19 25
<i>Huy</i>	Rue Rioul 22 4500 Huy	tél : 085/21 65 65 /21 67 89
<i>Liège</i>	En Feronstrée 129 4000 Liège Rue Saint-Lambert, 84	tél : 04 /223 43 18 tél : 04 /264 91 82
<i>Mons</i>	4040 Herstal Chemin de la Procession 31 7000 Mons	/264 03 16 tél : 065/35 53 96
<i>Namur</i>	Rue Armée Grouchy 20B 5000 Namur	tél : 081/74 08 14 /74 00 44 /22 45 88
<i>Neuchâteau</i>	Place communale 17-19 6800 Libramont	tél : 061/22 50 60 fax : 22 56 48
<i>Nivelles</i>	Rue Sainte-Anne 15 1400 Nivelles	tél : 067/22 03 08
<i>Tournai</i>	Rue de la Citadelle 135 7500 Tournai	tél : 069/21 10 24 /21 31 27 /22 72 77
<i>Verviers</i>	Rue de la Chapelle 69 4800 Verviers	tél : 087/33 60 89

ANNEXE 3.2

« Centres d'aide aux victimes » en Communauté flamande

<i>2020 Anvers</i>	M. Sabbelaan 57	tél : 03/247 88 30 fax : 03/247 88 90
<i>8000 Bruges</i>	Garenmarkt 3	tél : 050/47 10 47 fax : 050/47 10 48
<i>1000 Bruxelles</i>	Rue de la Grande-Ile 84	tél : 02/502 66 00 fax : 02/511 98 27
<i>8500 Courtrai</i>	Groeningestraat 28	tél : 056/21 12 30 fax : 056/21 06 40
<i>9000 Gand</i>	Visserij 153	tél : 09/223 66 55 fax : 09/233 85 79
<i>3500 Hasselt</i>	St. Hubertusplein 2	tél : 011/28 46 49 fax : 011/28 46 42
<i>2200 Herentals</i>	Hikstraat 47	tél : 014/23 02 42 fax : 014/22 63 42
<i>3000 Louvain</i>	Diestsevest 40	tél : 016/29 31 13 fax : 016/22 98 44
<i>9600 Ronse</i>	Abeelstraat 35	tél : 055/20 83 32 fax : 055/20 73 10
<i>9200 Termonde</i>	Kerkplein 30	tél : 052/25 99 50 fax : 052/25 99 59
<i>3700 Tongres</i>	Wijngaardstraat 7	tél : 012/23 07 82 fax : 012/23 07 82
<i>2830 Willebroek</i>	G. Gezellestraat 54	tél. : 03/886 28 10 fax : 03/866 35 91
<i>8900 Ypres</i>	Cartonstraat 10	tél : 057/20 51 86 fax : 057/21 69 27

ANNEXE 4.1

«Services d'Aide à la Jeunesse» (S.A.J.) en Communauté française

<i>6700 Arlon</i>	Avenue Nothomb 18	tél : 063/22 19 93 fax : 063/23 46 08
<i>1080 Bruxelles</i>	Bd. Léopold II 20	tél : 02/413 23 11 fax : 02/413 38 42
<i>6000 Charleroi</i>	Bd. J. Bertrand, 48 bte 6	tél : 071/20 21 60 fax : 071/20 21 90
<i>5500 Dinant</i>	Rue E. Dupont 24	tél : 082/22 38 89 fax : 082/22 55 08
<i>4500 Huy</i>	Place Zénobe Gramme 6	tél : 085/21 10 11 fax : 085/23 47 24
<i>4000 Liège</i>	Place Xavier Neujean 1	tél : 04/222 16 08 fax : 04/222 04 57
<i>6900 Marche-en-Famenne</i>	Avenue de la Toison d'Or 94	tél : 084/31 19 42 fax : 084/31 63 41
<i>7000 Mons</i>	Ilôt de la Grande Place Esplanade du Dragon,411	tél : 065/33 65 95 fax : 065/84 24 78
<i>5000 Namur</i>	Rue L Namêche 12	tél : 081/24 10 60 fax : 081/22 72 16
<i>6840 Neufchâteau</i>	Rue de la Victoire 64A	tél : 061/27 75 16 fax : 061/27 96 94
<i>1400 Nivelles</i>	Rue Cheval Godet, 8	tél : 067/21 45 17 fax : 067/84 14 16
<i>7500 Tournai</i>	Rue du Château 49	tél : 069/22 73 57 fax : 069/84 39 01
<i>4800 Verviers</i>	Rue du Palais 27, bte 6	tél : 087/22 71 74 fax : 087/23 09 65

ANNEXE 4.2

« Equipes Sos Enfants » en Communauté française

<i>1000 Bruxelles</i>	<p>CHU Saint-Pierre Bâtiment 200 - 8ème étage Rue Haute 322</p> <p>Consultation prénatale ONE CHU Saint-Pierre - Bâtiment 200 Rue Haute 322</p>	<p>tél équipe : 02/535 34 25 fax équipe : 02/535 48 86 tél hôpital : 02/535 31 11 fax hôpital : 02/535 40 06 tél : 02/535 47 13</p>
<i>1200 Bruxelles</i>	Place J. B. Carnoy, 16	<p>tél : 02/764 20 90 fax : 02/764 89 56</p>
<i>6000 Charleroi</i>	Rue de la Broucheterre 41	<p>tél : 071/33 25 81 /31 21 06 fax : 071/33 23 71</p>
<i>1470 Genappe</i>	Rue Joseph Berger 13	<p>tél : 067/79 00 99 fax : 097/79 03 66</p>
<i>7100 La Louviere</i>	Avenue des Croix de Feu 1, bte 29	<p>tél : 064/22 41 41 fax : 064/26 63 78</p>
<i>4020 Liege</i>	Bld de la Constitution 119	<p>tél : 04/342 40 79 /342 27 25 fax : 04/342 76 35</p>
<i>4000 Liège</i>	<p>Consultation prénatale ONE CHU la Citadelle</p> <p>Bld du XIIè de Ligne 1</p>	<p>tél hôpital : 04/225 65 65 /225 65 64 fax : 04/224 03 61</p>
<i>6800 Libramont</i>	Grand'Rue 47	<p>tél : 061/22 24 60 fax : 061/ 22 24 60</p>
<i>7000 Mons</i>	Rue des Ecoliers 23	<p>tél : 065/36 11 36 fax : 065/33 77 55</p>
<i>7700 Mouscron</i>	Avenue du Château 17	<p>tél : 056/34 70 14 /34 26 57</p>
<i>5000 Namur</i>	<p>Rue Saint-Nicolas 84</p> <p>Equipe anténatale Centre hospitalier régional Avenue Albert 1^{er}, 185</p>	<p>fax : 056/34 61 70 tél : 081/22 54 15 /22 54 35 fax : 081/23 06 89 tél : 081/72 71 80</p>
<i>7500 Tournai</i>	Rue de l'Ecole 7	<p>tél : 069/22 74 40 fax : 069 / 84 14 87</p>

ANNEXE 4.3

« Vertrouwenscentra Kindermishandeling » en Communauté flamande

<i>Anvers</i>	A. Grisarstraat 21	tél. : 078 /15 00 20
	2018 Anvers	fax : 03 /230 45 82
<i>Bruxelles</i>	AZ VUB	tél. : 02 /477 60 60
	Laarbeeklaan 101	fax : 02 /477 60 74
	1090 Bruxelles	
<i>Brabant flamand</i>	U.Z. Leuven	tél. : 016 /33 21 33
	Kapucijnenvoer 10	fax : 016 /33 21 34
	3000 Louvain	
<i>Flandre Occidentale</i>	Koningin Elisabethlaan 34	tél. : 050 /34 57 57
	8000 Bruges	fax : 050 /33 37 08
<i>Flandre Occidentale</i>	Koning Albertlaan 196	tél. : 09 /243 86 86
	9000 Gand	fax : 09 /243 86 80
<i>Limbourg</i>	Boerenkrijgsingel 30	tél. : 011 /27 46 72
	3500 Hasselt	fax : 011 /27 27 80

ANNEXE 5

Services spécialisés en Communauté germanophone**Jugendhilfedienst**

(Service d'Aide à la Jeunesse)

Hostert 22

4700 Eupen

Tél : 087/74 49 59

Fax : 087/55 64 73

Sozial-Psychologisches Zentrum

(Centre de santé mentale)

Schnellewindgasse 2

4700 Eupen

Tél : 087/55 59 31

Fax : 087/55 59 49

Frauenfluchthaus

(Refuge pour femmes battues)

Tél : 087/55 40 77

Fax : 087/55 44 06

Frauenkontaktstätte(Centre de guidance pour femmes -
aide psycho-thérapeutique et juridique)

Neustrabe 63

4700 Eupen

Tél : 087/74 42 41

Haus Bethel - V.O.E. - Aufnahmehaus für Frauen

(Maison Bethel - ASBL - Maison d'accueil pour femmes)

Mme A. Piette-Feck

Tél : 087/55 52 04 (18h30 - 20h00)

Pour des renseignements généraux :

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Abteilung Familie, Gesundheit und Soziales
(Ministère de la Communauté germanophone
Département de la Famille, de la Santé et des Affaires Sociales)
Gospert 1-5, 4700 Eupen
Tel : 087/59 63 00
Fax : 087/55 64 73

ANNEXE 6
Services d'accueil des victimes au sein des parquets et tribunaux

RESSORT DE LA COUR D'APPEL D'ANVERS

<i>2000 Anvers</i>	Gerechtsgebouw Britse Lei 55	tél : 03/216 54 20 /216 54 42 fax : 03/238 79 97
<i>2800 Malines</i>	Gerechtgebouw Keizerstraat 20	tél : 015/28 81 11 fax : 015/28 82 22
<i>3500 Hasselt</i>	Havermarkt 10	tél : 011/29 06 75 /29 06 77 fax : 011/29 06 82
<i>3700 Tongres</i>	Gerechtsgebouw Kielenstraat 24/1	tél : 012/39 96 03 fax : 012/39 96 48
<i>2300 Turnhout</i>	Gerechtsgebouw Kasteelplein 1	tél : 014/47 16 45 /47 16 62 fax : 014/47 18 80

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES

<i>1000 Bruxelles</i>	Annexe Palais de Justice Rue des Quatre Bras 13	tél (fr) : 02/508 71 50 /508 72 71 /508 68 82 tél (nl) : 02/508 72 94 /508 71 69 fax : 02/508 75 57
	Rue de la Régence 63	tél (fr) : 02/519 89 05 tél (nl) : 02/519 89 45 fax : 02/519 88 00
<i>3000 Louvain</i>	Gerechtsgebouw Smoldersplein 5	tél : 016/27 25 26 /27 25 27 fax : 016/27 27 27
<i>1400 Nivelles</i>	Palais de Justice Place Albert 1 ^{er}	tél : 067/28 22 82 fax : 067/28 22 70

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE GAND

<i>9000 Gand</i>	Gerechtsgebouw Koophandelsplein 23	tél : 02/267 43 67 fax : 09/267 43 83
<i>8500 Courtrai</i>	Gerechtsgebouw Burg. Denolfstraat 10 A	tél : 056/26 95 35 /26 95 32 fax : 056/26 93 12
<i>8000 Bruges</i>	Kazernevest 3	tél : 050/44 35 70 /44 35 78 fax : 050/33 37 40
<i>9200 Termonde</i>	Gerechtsgebouw Justitieplein 1	tél : 052/26 09 40 fax : 052/20 00 35
<i>9700 Audenarde</i>	Gerechtsgebouw Bourgondiëstraat 5	tél : 055/33 16 10 /33 16 20 fax : 055/33 16 02

ANNEXE 6

<i>Furnes 8360</i>	Gerechtsgebouw	tél : 058/31 10 65
	P. Benoitlaan 2	fax : 058/31 21 12
<i>Ypres 8900</i>	Grote Markt 1	tél : 057/22 48 86
		fax : 057/21 82 42

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LIEGE

<i>Arlon 6700</i>	Palais de Justice - Place Leopold	tél : 063/21 44 55 fax : 063/21 83 42
<i>Dinant 5500</i>	Annexe Palais de Justice Place du Palais de Justice 8	tél : 082/22 57 70 fax : 082/22 86 63
<i>Eupen 4700</i>	Rathausplatz 8	tél : 087/59 65 76 fax : 087/74 03 88
<i>Huy 4500</i>	Palais de Justice Quai d'Arona 4	tél : 085/24 45 47 fax : 085/24 45 32
<i>Liège 4000</i>	Palais de Justice Place Saint-Lambert 16 Bld de la Sauvenière 34/36	tél : 04/232 53 40 fax : 04/232 53 26 tél : 04/230 51 19 fax : 04/221 16 77
<i>Marche-en-Famenne 6900</i>	Palais de Justice Rue V. Libert 19	tél : 084/31 20 20 fax : 084/31 65 29
<i>Namur 5000</i>	Palais de Justice Place du Palais de Justice	tél : 081/25 18 24 /25 18 25 fax : 081/25 18 86
<i>Neufchateau 6840</i>	Rue Chéravoie 1	tél : 051/27 72 74 fax : 061/27 72 55
<i>Verviers 4800</i>	Palais de Justice Rue du Tribunal 4	tél : 087/32 37 83 fax : 087/32 37 78

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE MONS

<i>Charleroi 6000</i>	Palais de Justice Avenue Général Michel	tél : 071 / 23 65 89 / 23 66 19 /23 66 18 fax : 071 / 23 67 93
<i>Mons 7000</i>	Parquet de Police Rue des Quatre Fils Aymon 9	tél : 065 / 39 43 33 fax : 065 / 39 43 20
<i>Tournai 7500</i>	Place du Palais de Justice 5	tél : 069 / 21 31 71 fax : 069 / 22 44 27

ANNEXE 7

MINISTERE DE L'INTERIEUR

PUBLICATIONS EN MATIERE DE PREVENTION

« Mieux vaut prévenir... ENSEMBLE ! De quelques bonnes habitudes pour renforcer la sécurité des personnes et des biens. A domicile. Dans la rue. En voiture », vidéo, 1999.

Vols de voitures :

« Vol de et dans les voitures. Un manuel pour les communes qui veulent y faire quelque chose », 1994, 24 pp.

« Protégez votre voiture contre le vol », dépliant, 1995.

« Protégez votre voiture contre le vol », brochure, 1995, 28 pp.

Cambriolage :

« Cambrioleurs ? Aucune chance ! », dépliant, 1995.

« Cambrioleur ? Aucune chance ! », vidéo, 1996.

« Technoprévention », brochure, 1997, 55 pp.

Personnes âgées :

« Plus de sécurité pour les personnes âgées : ce que les communes doivent savoir et ce qu'elles peuvent faire dans ce domaine », 1993, 15 pp.

Sport et sécurité :

« Les lauriers de la victoire, sans vol ni déboire », dépliant, 1997.

Vols à la tire :

« Voleurs à la tire ? Aucune chance ! », dépliant, 1997.

Vacances et absences prolongées

« Vacances en sécurité », fiche cartonnée, 1997.

Formulaire de demande de surveillance, 1997.

Ces publications sont disponibles au
Secrétariat Permanent à la Politique de Prévention

Service de documentation, tél. et fax : 02 / 500 24 47

Rue de la Loi 26

1040 Bruxelles

ANNEXE 8

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

POLICE GÉNÉRALE DU ROYAUME

« VOUS, LA VICTIME »

Guide d'information pour les victimes de délits.

RECHERCHES SCIENTIFIQUES

Ces recherches peuvent être consultées au

Service de documentation de la Police Générale du Royaume

**« La mise en œuvre de l'assistance aux victimes
par les polices communales et la gendarmerie »,**
Rapport final de la recherche menée par L. HOUGARDY,
Université de Liège, Faculté de Droit, avril 1997.

**« Knelpuntennota m.b.t. het gebruik van de politieke ondersteuningsinstrumenten inzake
slachtofferbejegening en de toepassing van de Ministeriële omzendbrief OOP15Bis »,**
Rapport final de la recherche menée par R. BAS et K. LAUWAERT,
Université Catholique de Louvain, Faculté de Droit, 1997.

**« L'assistance aux victimes par la police communale et la gendarmerie :
le point de vue des chefs de corps »,**
Rapport final de la recherche menée par C. PLOMTEUX,
Université de Liège, Faculté de Droit, juillet 1998.

« Implementatie van politieke slachtofferbejegening door leidinggevenden »,
Rapport final de la recherche menée par E. STASSART,
Université Catholique de Louvain, Faculté de Droit, décembre 1998.

MATÉRIEL DIDACTIQUE

Syllabus « Assistance policière aux victimes »,
M.-Th. CASMAN, Editions Politeia asbl, Bruxelles, 1995.

Vadémécum « Assistance policière aux victimes »,
Ivo AERTSEN et Daniel MARTIN, Editions Politeia a.s.b.l., Bruxelles, 1996.

Vidéos « Assistance policière aux victimes ».

Police Générale du Royaume
Rue Royale 56 - 1000 Bruxelles
Tél. : 02 / 500 21 11 - Fax. : 02 / 500 24 66
Service de documentation
Tél. : 02 500 24 49 - Fax : 02 / 500 24 25

Omzendbrief OOP 15ter

BIJLAGEN

BIJLAGE 1

Verklarende begrippenlijst

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

1° Slachtofferhulp : hulp- en dienstverlening aan slachtoffers door een centrum als bedoeld in 3°.

2° Autonoom centrum voor algemeen welzijnswerk : een voorziening die vanuit een eenheid van beheer en beleid een gediversifieerde en verantwoorde hulp- en dienstverlening aanbiedt aan alle personen van wie de welzijnskansen bedreigd of verminderd worden ten gevolge van persoonlijke, relationele, gezins- of maatschappelijke factoren. Het centrum is daartoe door de Vlaamse Regering erkend. De opdracht slachtofferhulp wordt als een bijkomende taak toegewezen aan een autonoom centrum voor algemeen welzijnswerk.

3° « Centrum voor slachtofferhulp » : het autonoom centrum voor algemeen welzijnswerk met als bijkomende taak slachtofferhulp.

4° « Vertrouwenscentrum kindermishandeling » : een centrum dat onder meer fungeert als meldpunt voor kindermishandeling, instaat voor de eerste opvang, de diagnose en voor de eventuele doorverwijzing naar de gepaste hulpverlening.

5° « Opvangcentrum » : een autonoom centrum voor algemeen welzijnswerk waarbinnen de onmiddellijke residentiële opvang van slachtoffers mogelijk is.

Voor de Franse Gemeenschap :

1° Slachtofferhulp (aide aux victimes) : de sociale hulpverlening en psychologische begeleiding aan slachtoffers door de in 2° beschreven diensten.

2° Diensten voor slachtofferhulp (« services d'aide aux victimes ») : de diensten maatschappelijke hulpverlening aan rechtsonderhorigen, erkend en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die hulp verlenen aan slachtoffers zoals gedefinieerd in 1°.

3° Team SOS-Kinderen (« équipe SOS-Enfants ») : de multidisciplinaire dienst, erkend door de Franse Gemeenschap, gespecialiseerd in het vaststellen en het behandelen van gevallen van kindermishandeling, die als voorwerp heeft een aangepaste hulp te bieden aan het kind als slachtoffer of in geval van gevaar voor mishandeling.

BIJLAGE 2

Formulier voor verwijzing naar het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp »

Ik ondergetekende,

machtig het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp » van

mij te contacteren in verband met mijn klacht inzake

Adres van het slachtoffer :

.....

.....

Telefoonnummer van het slachtoffer :

Naam en graad van de verbalisant :

Nummer van het proces-verbaal :

Politiedienst :

.....

Datum van de klachtneerlegging :

Handtekening van het

slachtoffer en datum :

.....

.....

Formulier zo vlug mogelijk terug te zenden, en ten laatste op de tweede werkdag, naar het « centrum (de dienst) voor slachtofferhulp ».

BIJLAGE 3.1

« Centra voor Slachtofferhulp » in de Vlaamse Gemeenschap

<i>2020 Antwerpen</i>	M. Sabbelaan 57	tel : 03/247 88 30 fax : 03/247 88 90
<i>8000 Brugge</i>	Garenmarkt 3	tel : 050/47 10 47 fax : 050/47 10 48
<i>1000 Brussel</i>	Groot Eiland, 84	tel : 02/514 40 25 fax : 02/511 98 27
<i>9200 Dendermonde</i>	Kerkplein 30	tel : 052/25 99 50 fax : 052/25 99 59
<i>9000 Gent</i>	Visserij 153	tel : 09/223 66 55 fax : 09/233 85 79
<i>3500 Hasselt</i>	Sint-Hubertusplein 2	tel : 011/28 46 49 fax : 011/28 46 42
<i>2200 Herentals</i>	Hikstraat 47	tel : 014/23 02 42 fax : 014 22 63 42
<i>8900 Ieper</i>	Cartonstraat 10	tel : 057/20 51 86 fax : 057/21 69 27
<i>8500 Kortrijk</i>	Groeningestraat, 28	tel : 056/21 12 30 fax : 056/21 06 40
<i>3000 Leuven</i>	Diestsevest 40	tel : 016/29 31 13 fax : 016/22 98 44
<i>9600 Ronse</i>	Abeelstraat 35	tel : 055/20 83 32 fax : 055/20 73 10
<i>3700 Tongeren</i>	Wijngaardstraat, 7	tel : 012/23 07 82 fax : 012/23 07 82
<i>2830 Willebroek</i>	G. Gezellestraat 54	tel. : 03/886 28 10 fax : 03/866 35 91

BIJLAGE 3.2

« **Diensten voor slachtofferhulp** » in de Franse Gemeenschap*Gerechtelijk arrondissement*

<i>Aarlen</i>	Centre administratif de l'Etat bloc II B, Bureau 44, Place des Fusillés 6700 Aarlen	tel : 063/22 04 32 ext : 40 76
<i>Bergen</i>	Chemin de la Procession 31 7000 Bergen	tel : 065/35 53 96
<i>Brussel</i>	Waterloolaan, 41 1060 Brussel Bordeauxstraat, 62 A 1060 Brussel	tel : 02/534 28 44 tel : 02/537 54 93 /537 66 10 fax : 537 12 22
<i>Charleroi</i>	Rue Léon Bernus 27 6000 Charleroi	tel : 071/30 56 70 /30 54 77
<i>Dinant</i>	Rue P. J. Lion 5 5500 Dinant Rue A. Ortman 2 5002 Saint-Servais	tel : 082/22 73 78 tel : 081/74 19 25
<i>Doornik</i>	Rue de la Citadelle 135 7500 Doornik	tel : 069/21 10 24 /21 31 27 /22 72 77
<i>Hoei</i>	Rue Rioul 22 4500 Hoei	tel : 085 /21 65 65 /21 67 89
<i>Luik</i>	En Feronstrée 129 4000 Luik Rue Saint-Lambert 84 4040 Herstal	tel : 04/223 43 18 tel : 04/264 91 82 /264 03 16
<i>Namen</i>	Rue Armée Grouchy 20B 5000 Namen	tel : 081/74 08 14 /74 00 44 /22 45 88
<i>Neuchâteau</i>	Place communale 17-19 6800 Libramont	tel : 061/22 50 60 fax : 22 56 48
<i>Nijvel</i>	Rue Sainte-Anne 15 1400 Nijvel	tel : 067/22 03 08
<i>Verviers</i>	Rue de la Chapelle 69 4800 Verviers	tel : 087/33 60 89

BIJLAGE 4.1

« Vertrouwenscentra kindermishandeling » in de Vlaamse Gemeenschap

<i>Antwerpen</i>	A. Grisarstraat 21 2018 Antwerpen	tel. : 078/15 00 20 fax : 03/230 45 82
<i>Brussel</i>	AZ VUB Laarbeeklaan 101 1090 Brussel	tel. : 02/477 60 60 fax : 02/477 60 74
<i>Limburg</i>	Boerenkrijgsingel 30 3500 Hasselt	tel. : 011/27 46 72 fax : 011/27 27 80
<i>Oost-Vlaanderen</i>	Koning Albertlaan 196 9000 Gent	tel. : 09/243 86 86 fax : 09/243 86 80
<i>Vlaams Brabant</i>	U.Z. Leuven Kapucijnenvoer 10 3000 Leuven	tel. : 016/33 21 33 fax : 016/33 21 34
<i>West-Vlaanderen</i>	Koningin Elisabethlaan 34 8000 Brugge	tel. : 050/34 57 57 fax : 050/33 37 08

BIJLAGE 4.2

« Services d'Aide à la Jeunesse » (S.A.J.) in de Franse Gemeenschap

<i>6700 Aarlen</i>	Avenue Nothomb 18	tel : 063/22 19 93 fax : 063/23 46 08
<i>7000 Bergen</i>	Îlot de la Grande Place Esplanade du Dragon 411	tel : 065/33 65 95 fax : 065/84 24 78
<i>1080 Brussel</i>	Léopold II-laan 20	tel : 02/413 23 11 fax : 02/413 38 42
<i>6000 Charleroi</i>	Bd. J. Bertrand 48, bte 6	tel : 071/20 21 60 fax : 071/20 21 90
<i>5500 Dinant</i>	Rue E. Dupont 24	tel : 082/22 38 89 fax : 082/22 55 08
<i>7500 Doornik</i>	Rue du Château 49	tel : 069/22 73 57 fax : 069/84 39 01
<i>4500 Hoi</i>	Place Zénobe Gramme 6	tel : 085/21 10 11 fax : 085/23 47 24
<i>4000 Luik</i>	Place Xavier Neujean 1	tel : 04/222 16 08 fax : 04/222 04 57
<i>6900 Marche-en-Famenne</i>	Avenue de la Toison d'Or 94	tel : 084/31 19 42 fax : 084/31 63 41
<i>5000 Namen</i>	Rue L. Namèche 12	tel : 081/24 10 60 fax : 081/22 72 16
<i>6840 Neufchâteau</i>	Rue de la Victoire 64A	tel : 061/27 75 16 fax : 061/27 96 94
<i>1400 Nijvel</i>	Rue Cheval Godet 8	tel : 067/21 45 17 fax : 067/84 14 16
<i>4800 Verviers</i>	Rue du Palais 27, bte 6	tel : 087/22 71 74 fax : 087/23 09 65

BIJLAGE 4.3

« Equipes SOS Enfants » in de Franse Gemeenschap

<i>7000 Bergen</i>	Rue des Ecoliers 23	tel : 065/36 11 36 fax 065/33 77 55
<i>1000 Brussel</i>	CHU Saint Pierre Bâtiment 200 - 8ème étage Hoogstraat 322	tel : 02/535 34 25 fax : 02/535 48 86 ziekenhuis tel : 02/535 31 11 fax : 02/535 40 06
	Consultation prénatale ONE CHU Saint Pierre - Bâtiment 200 Hoogstraat 322	tel : 02/535 47 13
<i>1200 Brussel</i>	Place J. B. Carnoy 16	tel : 02/764 20 90 fax : 02/764 89 56
<i>6000 Charleroi</i>	Rue de la Broucheterre 41	tel : 071/33 25 81 071/31 21 06 fax : 071/33 23 71
<i>7500 Doornik</i>	Rue de l'Ecole 7	tel : 069/22 74 40 fax : 069/84 14 87
<i>1470 Genappe</i>	Rue Joseph Berger 13	tel : 067/79 00 99 fax : 097/79 03 66
<i>7100 La Louviere</i>	Avenue des Croix de Feu 1, bte 29	tel : 064/22 41 41 fax : 064/26 63 78
<i>6800 Libramont</i>	Grand Rue 47	tel : 061/22 24 60 fax : 061/22 24 60
<i>4020 Luik</i>	Bld de la Constitution 119	tel : 04/342 40 79 04/342 27 25 fax : 04/342 76 35
<i>4000 Luik</i>	Consultation prénatale ONE CHU la Citadelle Bld du XIIè de Ligne 1	ziekenhuis : 04/225 65 65 04/225 65 64 fax : 04/224 03 61
<i>7700 Moeskroen</i>	Avenue du Château 17	tel : 056/34 70 14 056/34 26 57 fax : 056/34 61 70
<i>5000 Namen</i>	Rue Saint-Nicolas 84	tel : 081/22 54 15 081/22 54 35 fax : 081/23 06 89
	Equipe anténatale Centre hospitalier régional Avenue Albert 1 ^{er} 185	tel : 081/72 71 80

BIJLAGE 5

Gespecialiseerde diensten in de Duitstalige Gemeenschap**Jugendhilfedienst**

(Hulpdienst voor jongeren)

Hostert 22

4700 Eupen

Tel : 087/74 49 59

Fax : 087/55 64 73

Sozial-Psychologisches Zentrum

(Centrum voor gestelijke gezondheidzorg)

Schnellewindgasse 2

4700 Eupen

Tel : 087/55 59 31

Fax : 087/55 59 49

Frauenfluchthaus

(Vluchthuis voor vrouwen)

Tel : 087/55 40 77

Fax : 087/55 44 06

Frauenkontaktstätte(Contact centra voor vrouwen -
psycho-therapeutisch en juridisch hulp)

Neustrabe 63

4700 Eupen

Tel : 087/74 42 41

Haus Bethel - V.O.E. - Aufnahmehaus für Frauen

(Huis Bethel - VZW - Opvanghuis voor vrouwen)

Mevr. A. Piette-Feck

Tel : 087/55 52 04 (18.30 uur - 20.00 uur)

Voor meer informatie :

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft**Abteilung Familie, Gesundheit und Soziales**(Ministerie van de Duistalige Gemeenschap
Familie, Gezondheid en Sociale Zaken)

Gospert 1-5, 4700 Eupen

Tel : 087/59 63 00

Fax : 087/55 64 73

BIJLAGE 6

Diensten slachtofferonthaal op de parketten en rechtbanken

HOF VAN BEROEP ANTWERPEN

2000 Antwerpen	Gerechtsgebouw Britse Lei 55	tel : 03/216 54 20 /216 54 42 fax : 03/238 79 97
2800 Mechelen	Gerechtgebouw Keizerstraat 20	tel : 015/28 81 11 fax : 015/28 82 22
3500 Hasselt	Havermarkt 10	tel : 011/29 06 75 /29 06 77 fax : 011/29 06 82
3700 Tongeren	Gerechtsgebouw Kielenstraat 24/1	tel : 012/39 96 03 fax : 012/39 96 48
2300 Turnhout	Gerechtsgebouw Kasteelplein 1	tel : 014/47 16 45 /47 16 62 fax : 014/47 18 80

HOF VAN BEROEP BRUSSEL

1000 Brussel	Annexe Palais de Justice Quatre Brasstraat 13	tel (fr) : 02/508 71 50 /508 72 71 /508 68 82 tel (nl) : 02/508 72 94 /508 71 69 fax : 02/508 75 57
	Regentschapstraat 63	tel (fr) : 02/519 89 05 tel (nl) : 02/519 89 45 fax : 02/519 88 00
3000 Leuven	Gerechtsgebouw Smoldersplein 5	tel : 016/27 25 26 /27 25 27 fax : 016/27 27 27
1400 Nijvel	Palais de Justice Place Albert 1 ^{er}	tel : 067/28 22 82 fax : 067/28 22 70

HOF VAN BEROEP BERGEN

6000 Charleroi	Palais de Justice Av. Général Michel	tel : 071/23 65 89 /23 66 19 /23 66 18 fax : 071/23 67 93
7000 Bergen	Parquet de Police Rue des Quatre Fils Aymon 9	tel : 065/39 43 33 fax : 065/39 43 20
7500 Doornik	Place du Palais de Justice 5	tel : 069/21 31 71 fax : 069/22 44 27

HOF VAN BEROEP GENT

<i>8000 Brugge</i>	Kazernevest 3	tel : 050/44 35 70 /44 35 78 fax : 050/33 37 40
<i>9200 Dendermonde</i>	Gerechtsgebouw Justitieplein 1	tel : 052/26 09 40 fax : 052/20 00 35
<i>9000 Gent</i>	Gerechtsgebouw Koophandelsplein 23	tel : 02/267 43 67 fax : 09/267 43 83
<i>8900 Ieper</i>	Grote Markt 1	tel : 057/22 48 86 fax : 057/21 82 42
<i>8500 Kortrijk</i>	Gerechtsgebouw Burg. Denolfstraat 10A	tel : 056/26 95 35 /26 95 32 fax : 056/26 93 12
<i>9700 Oudenaarde</i>	Gerechtsgebouw Bourgondiëstraat 5	tel : 055/33 16 10 33 16 20 fax : 055/33 16 02
<i>8360 Veurne</i>	Gerechtsgebouw P. Benoitlaan 2	tel : 058/31 10 65 fax : 058/31 21 12

HOF VAN BEROEP LUIK

<i>6700 Aarlen</i>	Palais de Justice - Place Leopold	tel : 063/21 44 55 fax : 063/21 83 42
<i>5500 Dinant</i>	Annexe Palais de Justice Place du Palais de Justice 8	tel : 082/22 57 70 fax : 082/22 86 63
<i>4700 Eupen</i>	Rathausplatz 8	tel : 087/59 65 76 fax : 087/74 03 88
<i>4500 Hoeselt</i>	Palais de Justice Quai d'Arona 4	tel : 085/24 45 47 fax : 085/24 45 32
<i>4000 Luik</i>	Palais de Justice Place Saint-Lambert 16 Bld de la Sauvenière 34/36	tel : 04/232 53 40 fax : 04/232 53 26 tel : 04/230 51 19 fax : 04/221 16 77
<i>6900 Marche-en-Famenne</i>	Palais de Justice Rue V. Libert 19	tel : 084/31 20 20 fax : 084/31 65 29
<i>5000 Namen</i>	Palais de Justice Place du Palais de Justice	tel : 081/25 18 24 /25 18 25 fax : 081/25 18 86
<i>6840 Neufchâteau</i>	Rue Chéravoie 1	tel : 051/27 72 74 fax : 061/27 72 55
<i>4800 Verviers</i>	Palais de Justice Rue du Tribunal 4	tel : 087/32 37 83 fax : 087/32 37 78

BIJLAGE 7

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
PUBLICATIES INZAKE PREVENTIE

« Samen sterk... IN PREVENTIE ! Enkele goede gewoontes om de veiligheid van personen en goederen te verhogen. Thuis. Op straat. In de wagen », video, 1999.

Autodiefstal :

« Diefstallen van en in auto's. Een handleiding voor gemeenten die er iets willen aan doen », 1994, 24 p.

« Beveilig uw wagen tegen diefstal », leaflet, 1995.

« Beveilig uw wagen tegen diefstal », brochure, 1995, 28 p.

Inbraak :

« Geef inbrekers geen kans ! », leaflet, 1995.

« Geef inbrekers geen kans ! », video, 1996.

« Technopreventie », brochure, 1997, 55 p.

Bejaarden :

« Meer veiligheid voor bejaarden. Wat de gemeenten daarover moeten weten en wat ze er kunnen aan doen ! » 1993, 15 p.

Sport en veiligheid :

« Beter sportief dan sportdief », leaflet, 1997.

Gauwdiefstal :

« Geef gauwdieven geen kans ! », leaflet, 1997.

Afwezigheidstoezicht :

« Veilig op vakantie », fiche, 1997.

Aanvraagformulier voor afwezigheidstoezicht, 1997.

Deze publicaties zijn beschikbaar bij :
Vast Secretariaat voor het Preventiebeleid
De Documentatiedienst, tel en fax : 02/500 24 47
Wetstraat 26
1040 Brussel

BIJLAGE 8

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

ALGEMENE RIJKSPOLITIE

« U, HET SLACHTOFFER »

Informatiegids voor slachtoffers van misdrijven

WETENSCHAPPELIJKE ONDERZOEKEN

Deze onderzoeken kunnen worden geraadpleegd
in de documentatiedienst van de Algemene Rijkspolitie

**« Knelpuntennota m.b.t. het gebruik van de politieke ondersteuningsinstrumenten inzake
slachtofferbejegening en de toepassing van de Ministeriële omzendbrief OOP15Bis »,**
Het eindrapport van het onderzoek uitgevoerd door R. BAS et K. LAUWAERT,
Katholieke Universiteit Leuven, Faculteit Rechtsgeleerdheid, 1997.

« La mise en œuvre de l'assistance aux victimes par les polices communales et la gendarmerie »,
Het eindrapport van het onderzoek uitgevoerd door L. HOUGARDY,
Universiteit van Luik, Faculteit Rechtsgeleerdheid, april 1997.

« Implementatie van politieke slachtofferbejegening door leidinggevenden »,
Het eindrapport van het onderzoek uitgevoerd door E. STASSART,
Katholieke Universiteit Leuven, Faculteit Rechtsgeleerdheid, december 1998.

« L'assistance aux victimes par la police communale et la gendarmerie : le point de vue des chefs de corps »,
Het eindrapport van het onderzoek uitgevoerd door C. PLOMTEUX,
Universiteit van Luik, Faculteit Rechtsgeleerdheid, juli 1998.

DIDACTISCH MATERIAAL**Syllabus « Politieke slachtofferbejegening »,**

M.-Th. CASMAN, Uitgeverij Politeia vzw, Brussel, 1995.

Vademecum « Politieke slachtofferbejegening »,

Ivo AERTSEN, Uitgeverij Politeia vzw, Brussel, 1996.

Video's « Politieke slachtofferbejegening ».**Algemene Rijkspolitie**

Koningsstraat 56 - 1000 Brussel

Tel. : 02/500 21 11 - Fax. : 02/506 47 37

De documentatiedienst

Tel. : 02/500 24 49 - Fax : 02/500 24 25